

Quand la démocratie devient «gazeuse», peut-on encore réformer ?

Quand la démocratie devient «gazeuse», peut-on encore réformer ?

Pourquoi est-il devenu si difficile de réformer nos économies et nos sociétés ? À l'occasion de la deuxième édition de « *It's the economy, stupid!* », le forum économique de rentrée organisé le 16 septembre par la Chambre de Commerce et consacré à la question « Est-il encore possible de réformer ? », le politologue Gilles Finchelstein ouvrira la matinée en abordant les obstacles politiques, démocratiques et sociaux qui rendent aujourd'hui le changement si difficile. Une interrogation qui traverse son dernier essai, *La démocratie à l'état gazeux. Une histoire politique 1945-2045*, paru chez Flammarion.

Gilles Finchelstein est l'un des observateurs les plus aguerris de la vie politique française. Diplômé de Sciences Po et passé par plusieurs cabinets ministériels, il a longtemps dirigé la Fondation Jean-Jaurès, un think tank influent dont il est aujourd'hui secrétaire général. Il est aussi directeur des études de Havas Worldwide. Depuis une quinzaine d'années, ses essais interrogent notamment le rapport au temps, les transformations des clivages politiques et la crise de la démocratie représentative : *La Dictature de l'urgence* en 2011, *Piège d'identité* en 2016 et, aujourd'hui, *La démocratie à l'état gazeux*.

Son dernier ouvrage part d'une métaphore aussi simple qu'efficace : et si la démocratie, comme la matière, pouvait changer d'état ?

Du solide au gazeux

L'intuition du livre remonte à 2016. Lors d'un dîner au ministère de l'Economie, Gilles Finchelstein échange avec Emmanuel Macron, qui vient de lancer son mouvement "En Marche !" et prépare déjà l'élection présidentielle française de 2017. Le politologue juge alors son entreprise extrêmement improbable : le système politique paraît encore suffisamment structuré pour rendre très difficile l'émergence d'une candidature venant bouleverser les deux grands camps traditionnels. Un an plus tard, Emmanuel Macron est élu président. Finchelstein reconnaît s'être trompé et reformule rétrospectivement leur désaccord : si la démocratie était encore « liquide », son raisonnement tenait ; si elle était déjà devenue « gazeuse », alors Macron avait vu juste.

C'est cette métaphore que l'auteur développe dans son livre. Une démocratie solide possède une forme claire et relativement stable : un clivage central organise la compétition politique, de grands partis structurent la vie publique et les comportements électoraux demeurent relativement prévisibles. En France, Gilles Finchelstein situe cet âge du solide entre 1962, avec l'élection du président de la République au suffrage universel direct, et le début des années 1990. Le clivage gauche-droite organise alors largement les appartenances politiques, sociales et électorales.

« Lorsque les électeurs peuvent se déplacer rapidement d'un parti à un autre et que chaque décision est immédiatement évaluée, comment mener des transformations dont les coûts sont parfois immédiats mais les bénéfices seulement visibles à long terme ? »

Avec le référendum sur le traité de Maastricht en 1992 s'ouvre, selon lui, une période liquide. Le clivage gauche-droite demeure, mais il ne suffit plus à expliquer les choix des électeurs. La construction européenne traverse les partis ; de nouveaux clivages apparaissent ; la mobilité électorale progresse ; les fidélités politiques deviennent moins fortes.

Puis vient l'état gazeux. Gilles Finchelstein le résume par trois « i » : une démocratie devenue informe, instable et inflammable. Informe, parce qu'aucun clivage unique ne permet plus d'organiser durablement le débat public. Instable, parce que les électeurs sont plus volatils, les majorités plus difficiles à construire et les systèmes politiques eux-mêmes plus fragiles. Inflammable, enfin, parce qu'une multitude de sujets – Europe, immigration, inégalités, violence, corruption, complotisme ou colère sociale – peuvent soudainement provoquer une flambée politique.

Et si la difficulté à réformer était aussi une crise de la démocratie ?

Cette grille de lecture dépasse largement la seule histoire électorale. Elle permet aussi de poser autrement la question qui sera au cœur de « [*It's the economy, stupid!*](#) » : pourquoi est-il devenu si difficile de réformer ?

Une réforme suppose en effet davantage qu'une bonne idée ou qu'un diagnostic économique partagé. Elle demande du temps, une capacité à construire des compromis, une majorité suffisamment stable pour agir, des intermédiaires capables de transmettre et de négocier, ainsi qu'un minimum de confiance dans les institutions qui prennent les décisions. Or la démocratie gazeuse fragilise précisément ces conditions.

Lorsque les appartenances politiques sont moins stables, les gouvernements disposent plus difficilement d'un mandat durable. Lorsque l'espace public se fragmente, il devient plus compliqué de faire émerger un diagnostic commun. Lorsque les électeurs peuvent se déplacer rapidement d'un parti à un autre et que chaque décision est immédiatement évaluée, comment mener des transformations dont les coûts sont parfois immédiats mais les bénéfices seulement visibles à long terme ?

Cette interrogation prolonge d'ailleurs une réflexion ancienne de Gilles Finchelstein. Dans *La Dictature de l'urgence*, publié dès 2011, il analysait déjà les conséquences d'un rapport au temps dominé par l'immédiateté : pression permanente de l'actualité, exigence de réaction instantanée et difficulté à préserver le temps nécessaire à la décision et à la délibération. Il soulignait notamment le risque de voir l'action publique courir sans cesse après l'événement au détriment de réformes construites dans la durée.

Quinze ans plus tard, cette « dictature de l'urgence » rencontre donc la « démocratie gazeuse ». Et leur combinaison pourrait constituer l'une des explications du paradoxe contemporain : plus les transformations économiques, démographiques, technologiques, climatiques ou géopolitiques rendent les réformes nécessaires, plus les conditions politiques permettant de les conduire semblent difficiles à réunir.

Une question française, mais surtout européenne

Si l'essai de Gilles Finchelstein prend essentiellement la France comme terrain d'observation, sa métaphore n'a rien d'exclusivement français. L'auteur lui-même invite à l'utiliser pour comparer les trajectoires démocratiques. Il considère par exemple que le Royaume-Uni, l'Espagne ou l'Italie ont pu connaître des épisodes proches de l'état gazeux avant de revenir vers des formes plus « liquides ». Il ne croit d'ailleurs pas à un retour durable vers les démocraties « solides » d'autrefois : nos sociétés sont devenues trop complexes et les citoyens plus individualisés, éduqués et sceptiques pour retrouver mécaniquement les anciennes fidélités politiques.

La question prend une résonance particulière à l'échelle continentale. [L'Union européenne](#) doit aujourd'hui simultanément renforcer sa compétitivité, accélérer les investissements, réussir les transitions énergétique et numérique, repenser sa défense, adapter ses modèles sociaux au vieillissement et affirmer davantage sa souveraineté. Autant de chantiers qui exigent précisément de se projeter dans le temps long.

Or Gilles Finchelstein observe que l'Europe est elle aussi passée, au cours des dernières décennies, d'une logique de projection à une logique plus largement réactive : après les grands projets du marché unique, de la monnaie commune ou de l'élargissement, l'Union a davantage

progressé sous la pression successive des crises financière, sanitaire ou géopolitique.

Depuis le Luxembourg, l'interrogation est particulièrement stimulante. Les traditions de coalition, de dialogue social et de recherche du compromis peuvent-elles mieux protéger de cette fragmentation ? Ou les transformations qui affectent les autres démocraties européennes – volatilité des opinions, multiplication des clivages, accélération de l'information, défiance envers les institutions – rendent-elles progressivement la réforme plus difficile, ici aussi ? Et surtout : comment [réformer à l'échelle nationale](#) lorsque nombre des réponses nécessaires doivent désormais être élaborées à l'échelle européenne ?

Gilles Finchelstein ne considère pas ces évolutions comme irréversibles. Son livre évoque au contraire la possibilité d'une « opération condensation » : non pas reconstruire artificiellement la démocratie solide d'hier, mais recréer suffisamment de structure, de confiance, d'acteurs et de procédures communes pour rendre à nouveau possible l'action collective.

C'est précisément tout l'enjeu de la question qui ouvrira cette deuxième édition de *It's the economy, stupid!* : avant même de savoir quelles réformes conduire, faut-il désormais se demander quelles conditions politiques et démocratiques doivent être réunies pour pouvoir encore réformer ?

Une question que Gilles Finchelstein abordera dans son keynote « Pourquoi est-il si difficile de réformer ? », avant de poursuivre l'échange avec le public lors d'une séance de questions-réponses.